

# IMMIGRES ENCOMBRANTS

OUVRANT LES YEUX A LA GRAVITE DU PROBLEME QUI SE POSE DANS LA METROPOLE, LE CONSEIL ETUDIE LA QUESTION DES SANS-TRAVAIL.

La persévérance des sans-travail qui tous les matins, depuis la désormais célèbre invitation que leur lançait M. Martin, il y a un mois, viennent se masser sous les fenêtres de l'hôtel de ville, a fini par faire ouvrir les yeux à nos édiles, et l'un d'eux, M. Larivière, a tout simplement proposé hier après-midi, à la séance du conseil municipal, de demander au gouvernement de mettre un frein à l'importation intempestive des étrangers qui encombrant aujourd'hui nos villes—et même nos tribunaux criminels, a ajouté l'échevin Ménard.

La résolution fut renvoyée parce qu'aux yeux de plusieurs, elle comportait l'aveu que Montréal était acculé à la famine, ce qui est faux; mais il n'en est pas moins resté l'impression que nos échevins, à quelques exceptions près, ne sont pas favorables à la politique d'immigration actuelle.

Voici le texte même de la résolution de M. Larivière:

"Attendu qu'il y a à Montréal un grand nombre d'immigrants qui n'ont pas d'ouvrage et peuvent en obtenir difficilement;

"Attendu que, en dépit de cet état de choses, les immigrants constituent d'affluer en cette ville, au printemps;

"Attendu que, dans l'intérêt même de ceux qui désirent venir au Canada, il serait désirable d'amender la loi canadienne d'immigration, de manière à réduire dans une certaine proportion le nombre des immigrants qui viennent à Montréal chaque année, dans l'espoir d'y trouver de l'ouvrage comme journaliers;

"Qu'il soit résolu—Que ce conseil prie sincèrement les autorités fédérales d'amender la loi d'immigration, soit en accroissant la somme que chaque étranger doit avoir en sa possession pour entrer au pays ou de toute autre manière qu'elles jugeront préférable, afin que, sans faire tort à l'immigration de ceux qui veulent se donner aux travaux de la ferme, le nombre des étrangers qui viennent chercher de l'ouvrage comme journaliers, puisse être considérablement réduit, de manière à ce que l'ouvrage soit plus facile à trouver".

A peine est-elle lue, que M. Blumenthal bondit pour revendiquer la nécessité qu'il y a pour un jeune pays comme le Canada, d'encourager l'immigration en masse. L'échevin du quartier Saint-Louis dit qu'avant de passer des résolutions, on devrait commencer par cesser la réclame que l'on fait en Europe pour attirer les immigrants vers notre pays.

Ceci rentre assez dans les idées de M. Larivière qui ne demande rien autre chose que des mesures soient prises pour enrayer l'immigration.

M. Ward ne veut pas que l'on adopte une résolution immédiatement. Les chemins de fer en construction auront besoin de mains bientôt et, d'ailleurs, les sans travail se chargent eux-mêmes d'arrêter l'immigration en écrivant chez eux qu'ils manquent d'ouvrage ici.

M. Larivière fait remarquer que si rien n'est fait par les autorités fédérales, la ville sera obligée de se débarrasser à ses frais des nouveaux arrivés en les expédiant dans l'Ouest.

M. McDonald est le seul qui se prononce carrément en faveur de l'immigration à outrance. Il voit dans les étrangers ramassés à travers l'Europe, les futurs défenseurs du sol canadien. "Si l'Angleterre se fait battre dans la mer du Nord et que des voisins entreprenants viennent se jeter sur le Canada, que ferons-nous contre l'envahisseur avec une petite poignée d'hommes? Pour protéger nos frontières il nous faut une vaste population."

Quelqu'un murmure — Ces futurs défenseurs ont quitté leur pays justement parce qu'ils ne voulaient pas servir dans l'armée.

M. Giroux regrette de ne pouvoir appuyer la proposition de M. Larivière, mais il ne veut pas dire, ce qui serait injuste envers la ville, par un acte officiel, que Montréal est encombré de sans travail; toutes les villes qui prospèrent ont toujours un surplus d'hommes qui se placent avec le temps.

Il ne faut pas crier à la famine parce que quelques centaines d'hommes chôment. Chaque année, entre la fonte des neiges et l'ouverture de la navigation et le commencement des travaux de la voirie, la même chose se produit.

M. Boyd partage cette opinion de même que M. Ménard. Ce dernier s'élève cependant contre la mauvaise qualité des immigrants que l'on fait venir à prix d'argent.

"Le quart, sinon la moitié, dit M. Ménard, sont des criminels, des voyous, des bons à rien. Il suffit d'assister aux séances de nos tribunaux criminels où ils sont en nombre sur le banc des accusés, pour s'en rendre compte."

Sur ce la proposition Larivière est renvoyée au comité de législation où elle sera enterrée. L'agitation autour de ce grave problème est cependant commencée, et M. Larivière paraît bien décidé d'y revenir; le gouvernement finira peut-être par s'émouvoir.